

**Selon la 15^{ème} édition du baromètre de KPMG et de la CGPME
sur le financement et l'accès au crédit des PME**

**49 % des patrons de PME prévoient d'investir malgré un record
d'inquiétude pour l'économie française**

**Près d'un quart des PME éprouvent des difficultés importantes pour
obtenir des financements bancaires pour leur trésorerie**

Pour la 15^{ème} édition de ce baromètre, l'IFOP a interrogé en septembre 2012, à la demande de KPMG et de la CGPME, plus de 400 dirigeants d'entreprises françaises de 10 à 500 salariés sur leur financement et leur accès au crédit.

***Le pessimisme des patrons de PME sur la situation économique atteint un record,
malgré une activité moins affectée par les difficultés***

L'inquiétude pour l'économie française atteint un record depuis la création du baromètre en février 2009 et affecte aujourd'hui plus de 9 PME sur 10 (91 %, +5 points par rapport à juin 2012), 28 % se déclarant même tout à fait inquiètes. Ce pessimisme affecte même 97 % des patrons de PME dans les entreprises de 100 à 249 salariés.

Pour autant, **les craintes des patrons de PME à l'égard de leur propre activité restent stables**, bien qu'elles concernent toujours plus de la moitié des chefs d'entreprise (56 %). Les plus grosses PME, de 250 à 499 salariés, affichent plus massivement leur appréhension pour les mois à venir (61 %). Celles qui ont des besoins de financement pour leur exploitation (71 %) sont également moroses.

Malgré ce contexte, les chefs d'entreprise déclarant ne ressentir aucune difficulté sont plus nombreux bien que minoritaires (13 %, contre 8 % en juin 2012). Pour les autres, parmi les principales difficultés rencontrées, les hausses sur les coûts ou les prix des fournisseurs affectent moins de PME qu'en juin (53 %, - 8 points). En revanche, la baisse du chiffre d'affaires reste une préoccupation majeure pour près de la moitié des dirigeants (48 %, + 2 points). Les problèmes de trésorerie ou de financement touchent près d'un tiers des PME (32 %, + 1 point), et les difficultés avec l'assureur crédit 7 % d'entre elles (+ 1 point).

Une volonté d'investir qui s'accompagne d'une progression des besoins de financements

Preuve que les dirigeants de PME interrogés ne se laissent pas affecter par la morosité, **près de la moitié (49 %) d'entre eux ont l'intention de réaliser des investissements au cours des prochains mois**, en particulier dans les entreprises de 250 à 499 salariés (65 %). En revanche, le secteur du BTP affiche plus de prudence, avec seulement 33 % des patrons prévoyant des investissements.

Près de 7 PME sur 10 (69 %, + 1 point en trois mois et + 9 points en six mois) ont au moins un besoin de financement aujourd'hui, que ce soit pour financer des investissements (40 %, - 2 points par rapport à juin 2012) **ou pour financer leur exploitation** (40 %, + 4 points). A noter que parmi les patrons de PME qui se déclarent inquiets pour leur activité, 51 % expriment des besoins de financement pour leur trésorerie (+11 points par rapport à la moyenne).

S'agissant des financements en vue d'investissements*, les besoins de crédits pour le remplacement ou l'entretien de l'exploitation connaissent une forte baisse et concernent désormais la moitié des PME, contre 66 % il y a trois mois. A l'inverse, les besoins de crédit pour des investissements d'équipements (véhicules, informatique...) sont en forte hausse à 48 %, contre 37 % en juin. Enfin, les besoins de crédits pour des investissements d'innovation (23 %, - 5 points) et pour des acquisitions de développement (21 %, - 6 points) diminuent.

* 40 % de l'échantillon se trouve concerné par les besoins de financements d'investissements.

L'accès au crédit reste toujours difficile...

Dans ce contexte, **près d'un tiers (32 %, + 2 points) des dirigeants de PME estiment que la situation économique a des impacts négatifs importants sur les conditions d'accès aux crédits.** Ce phénomène est particulièrement ressenti dans le BTP (41 %).

L'autolimitation des chefs d'entreprise dans leurs demandes de financements auprès des banques poursuit sa recrudescence et concerne 36 % des PME (+ 3 points en trois mois, et + 9 points en six mois). Ce phénomène est plus présent dans les entreprises qui ont des besoins de financements pour leur exploitation (53 %) et parmi celles qui sont inquiètes pour leur activité (47 %).

Aujourd'hui, près du quart des PME interrogées (24 %) affirment qu'elles ont des difficultés importantes pour obtenir des financements bancaires pour leur trésorerie. Cela est encore plus marqué dans le BTP (32 %) et dans les PME qui ont des besoins de financements d'exploitation (44 %). En revanche, 89 % des plus grosses PME de 250 à 499 salariés déclarent ne pas rencontrer d'obstacles importants.

...bien que le durcissement des conditions des banques soit moins fortement ressenti

La part des dirigeants de PME ressentant au moins une mesure de durcissement des conditions de financement par les banques est en recul, passant de 73 % en juin à 66 % en septembre. Cette tendance est à relativiser dans le BTP, où 76 % des PME connaissent au moins une mesure de durcissement, et dans les entreprises ayant des besoins de financement pour l'exploitation (79 %). Le financement avec des frais élevés ou à des montants plus faibles que souhaités est ressenti par 42 % des PME, contre 47 % il y a trois mois. Les demandes de garanties supplémentaires connaissent également une légère baisse, affectant 36 % des PME, contre 41 % en juin. En revanche, trois contraintes semblent peser plus fortement sur les PME : la réduction des crédits ou des facilités de trésorerie (36 %, + 7 points), les demandes de co-financement (32 %, + 5 points) et les délais d'acceptation des dossiers (28 %, + 3 points).

Méthodologie

- Echantillon de 402 dirigeants d'entreprises, représentatifs des entreprises françaises de 10 à 500 salariés.
- La représentativité de l'échantillon a été assurée par un échantillonnage raisonné sur les quotas (taille salariale, secteur d'activité, région) et un redressement selon les données INSEE.
- Les interviews téléphoniques de ce baromètre ont eu lieu du 17 au 21 septembre 2012.

KPMG en France

Premier groupe français de services pluridisciplinaires, KPMG est membre de KPMG International Cooperative, réseau de cabinets nationaux indépendants, présent dans 150 pays. Il intervient auprès des groupes internationaux, sociétés cotées, ETI et groupes familiaux, PME, TPE, entités du secteur public et de l'économie sociale et solidaire, dans le cadre d'activités d'audit, d'expertise comptable, de conseil, de droit et de fiscalité.

www.kpmg.fr  Suivez notre actualité sur Twitter !

CGPME

1 650 000 entreprises représentées - 550 000 entreprises adhérentes

Par ses **123 Unions territoriales interprofessionnelles** présentes dans toute la France, la CGPME permet l'accès à l'information. Dans le cadre de la défense des intérêts collectifs de ses adhérents, elle leur dispense assistance et conseil. Elle est également un lieu de rencontres, d'échanges d'expériences, de partage de savoir-faire pour les chefs d'entreprise. **Forte de ses 220 fédérations professionnelles**, la CGPME est à l'origine de nombreux services qui simplifient la vie des entrepreneurs.

Contacts :

KPMG : Chloé Poracchia : 01 55 68 90 31 - cporacchia@kpmg.fr

CGPME : Soraya Djidel : 01 47 62 73 79 - communication@cgpme.fr